

La menace, les dépenses militaires et les socialistes

Autor(en): **Brunner, Dominique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Pionier : Zeitschrift für die Übermittlungstruppen**

Band (Jahr): **43 (1970)**

Heft 9

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-563906>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La menace, les dépenses militaires et les socialistes

Le «Livre Blanc 1970 au sujet de la sécurité de la République fédérale et de la situation de la Bundeswehr», publié récemment par le ministère de la défense d'Allemagne occidentale, décrit la menace potentielle en Europe centrale de la façon suivante: «Il est néanmoins indéniable que le Pacte de Varsovie entretient en Europe centrale des forces conventionnelles essentiellement plus fortes que celles de l'OTAN. Elles dépassent de loin ce qui serait nécessaire pour repousser une attaque venant de l'ouest ou pour maintenir l'hégémonie soviétique. L'existence de forces armées aussi immenses ne doit pas être considérée ou traitée comme un bluff. De plus, l'Union soviétique et ses alliés accroissent – contrairement à l'Occident – d'année en année leurs efforts en matière de défense. En Europe centrale, il n'y a pas d'équilibre classique.»

C'est ainsi qu'un gouvernement à large majorité socialiste apprécie la situation. Et cette appréciation est le résultat d'une analyse approfondie de la situation au point de vue stratégique, établie par un ministère à direction socialiste. Elle est diamétralement opposée à la volonté manifestée par la majorité du dernier congrès du parti socialiste suisse de réduire les dépenses militaires de notre pays de 20 %.

Ignorance des faits

Si l'on admet que ceux qui se sont imposés lors dudit congrès sont de bonne foi, cette attaque dirigée contre la défense nationale ne peut s'expliquer que par une grave ignorance des faits en matière de sécurité.

La distance qui sépare notre pays de la frontière occidentale de la Tchécoslovaquie s'élève au minimum à quelque 350 km. Depuis l'invasion de 1968, ce pays est à nouveau occupé par des troupes russes qu'on évalue à 6 divisions. Divers grands exercices de troupes soviétiques qui se sont déroulés ces dernières années ont démontré que des unités blindées de l'armée rouge sont en mesure d'effectuer quasiment d'une seule traite des poussées de l'ordre de 200 km.

Dans le secteur du continent qui nous intéresse, Nord/Centre Europe, le Pacte de Varsovie dispose d'environ 30 divisions blindées et de quelque 35 divisions mécanisées. Plus de la moitié de ces grandes unités sont soviétiques (ces indications sont tirées de l'annuaire de l'Institut d'études stratégiques de Londres «The military Balance 1969–1970»). Une division blindée soviétique compte plus de 300 chars de combat, une division mécanisée en a quelque 200. A cette énorme armée de terre que les Russes peuvent renforcer dans de brefs délais par d'autres divisions – l'ensemble des forces terrestres soviétiques s'élève à quelque 140 divisions – font face du côté OTAN, en tenant compte des troupes françaises, 26 divisions. A en croire l'annuaire précité, le Pacte de Varsovie possède dans ce secteur 12 500 blindés, selon le livre blanc du gouvernement de Bonn il en aurait même 13 650, tandis que dans le camp occidental on en compte 5 250.

Si la situation de l'Europe est néanmoins jugée stable dans les circonstances actuelles, c'est en raison de la présence

américaine, de l'énorme potentiel nucléaire des Etats-Unis et, enfin, à cause de l'existence en Europe de moyens nucléaires à vocation tactique très importants. Dans le secteur placé sous la responsabilité du commandement allié en Europe, quelque 7 000 ogives ou bombes nucléaires sont disponibles. Elles seraient engagées par plus de 2 000 fusées ou avions que détiennent les membres de l'alliance. Ces moyens exercent, à n'en pas douter, une influence dissuasive. Car leur utilisation provoquerait un risque grave d'escalade à un niveau nucléaire supérieur.

Il faut toutefois noter qu'il n'est pas acquis que le président des Etats-Unis – qui devrait autoriser l'emploi de ces armes – soit, en cas de conflit, disposé à accepter les risques que l'utilisation d'armes nucléaires en faveur de l'Europe pourrait comporter pour le «sanctuaire» américain. En outre, la garantie américaine pourrait être ébranlée par l'évacuation progressive des troupes américaines aujourd'hui stationnées en Europe – laquelle se dessine. Remarquons, en passant, que l'évacuation du continent européen par les Etats-Unis et, de ce fait, l'accroissement de l'influence russe constituent un des objectifs principaux de la fameuse «conférence sur la sécurité européenne» que Moscou préconise depuis un certain temps.

L'armée coûte-t-elle trop cher?

La demande de réduire les dépenses consacrées par notre pays à la défense nationale de 20 %, soutenue par la majorité du congrès du parti socialiste ne témoigne pas seulement d'une ignorance regrettable de la menace potentielle. L'ampleur véritable de ces dépenses ne la justifie en rien.

La part du produit social brut que constituent les dépenses du Département militaire ne cesse de diminuer depuis des années. Il en va de même pour ce qui est du rapport entre ces dépenses et les dépenses totales de la Confédération ou celles de l'ensemble du pays (cantons et communes inclus). En 1969, la somme affectée par la Confédération à la défense nationale s'est élevée à 1,761 milliards de francs, correspondant à 2,2 % d'un produit social brut qui a atteint la somme de 80 milliards. Même en ajoutant aux dépenses du DMF celles que l'économie consent sous forme de salaires versés à ceux qui accomplissent leur service (quelque 500 millions), même en tenant compte des dépenses de l'Office fédéral pour la protection civile (135 millions) ainsi que des dépenses militaires des cantons (approximativement 40 millions), on obtient, pour 1969, tout juste 3,045 % du produit social brut affectés à la défense. Des Etats qui sont moins riches que nous et qui ont aussi un régime démocratique consentent de plus gros sacrifices financiers pour leur défense.

Celui qui veut, dans de telles circonstances, réduire de 20 % nos dépenses militaires ne connaît apparemment pas – malgré le conflit au Proche-Orient, la guerre du Vietnam et le viol de la Tchécoslovaquie – les réalités du monde dans lequel nous vivons.

Dominique Brunner